



cmec

Conseil des
ministres
de l'Éducation
(Canada)

Council of
Ministers
of Education,
Canada

Forum mondial de l'éducation 2015 de l'UNESCO

Incheon, République de Corée

Du 19 au 22 mai 2015

Rapport de la délégation du Canada

Table des matières

1. Introduction.....	3
2. Renseignements généraux	4
3. Délégation du Canada	4
4. Questions de fond abordées qui sont pertinentes pour le CMEC	5
5. Principaux messages communiqués par les personnes représentant le CMEC	6
6. Principaux résultats de la conférence	7
7. Suivi pour le CMEC	8

1. Introduction

Le Forum mondial de l'éducation 2015 de l'UNESCO (WEF 2015) a eu lieu à Incheon, en République de Corée, du 19 au 22 mai 2015. Le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, a inauguré l'événement en déclarant que « l'éducation garantit les droits de l'homme, notamment la santé et l'emploi, et l'éducation est également essentielle dans la lutte contre les menaces à la sécurité, dont la recrudescence de l'extrémisme violent. »

Le WEF 2015 avait pour principal objectif d'obtenir l'accord de la communauté internationale de l'éducation au sujet d'une feuille de route mondiale pour l'éducation jusqu'en 2030. Le principal aboutissement du forum est l'adoption de la *Déclaration d'Incheon – Éducation 2030 : Vers une éducation inclusive et équitable de qualité et un apprentissage tout au long de la vie pour tous*,¹ qui appuie les cibles fixées en matière d'éducation qui figureront parmi les Objectifs de développement durable (ODD), que les Nations Unies ratifieront en septembre 2015.

Cet événement phare a été organisé conjointement par l'UNESCO, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et la Banque mondiale.

Environ 1500 personnes, dont 140 ministres et secrétaires d'État et 128 membres d'organisations non gouvernementales (ONG) de 155 pays ont participé au forum. Le WEF 2015 pris la forme de séances plénières et de séances de groupe parallèles, de panels et d'activités annexes consacrées à des questions touchant l'agenda pour l'éducation post 2015 et sa mise en œuvre. Le programme détaillé du forum peut être consulté à : <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002332/233245F.pdf>.

Outre M. Ban, un nombre important de conférencières et conférenciers de haut niveau sont intervenus lors du forum, dont M^{me} Irina Bokova, directrice générale, UNESCO; M. Anthony Lake, directeur général, UNICEF; M. Jim Yong Kim, président, Banque mondiale; M^{me} Phumzile Mlambo-Ngcuka, secrétaire générale adjointe, Nations Unies, et directrice exécutive, ONU-Femmes; M. Kailash Satyarthi, colauréat (avec M^{me} Malala Yousefzai du Pakistan) du prix Nobel de la paix en 2014; M^{me} Julia Gillard, présidente du Conseil d'administration, Partenariat mondial pour l'éducation et M^{me} Michaëlle Jean, secrétaire générale, Organisation internationale de la Francophonie.

¹ <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002338/233813M.pdf>.

2. Renseignements généraux

L'échéance pour la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous (EPT) et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) relatifs à l'éducation a été fixée à 2015. En avril 2000, les participantes et participants au Forum mondial sur l'éducation à Dakar, Sénégal, ont adopté le *Cadre d'action de Dakar – L'éducation pour tous : tenir nos engagements collectifs*² et ont réaffirmé leur engagement envers l'atteinte des six objectifs d'EPT³ qui visent à répondre aux besoins de base en matière d'apprentissage de tous les enfants, jeunes et adultes. En septembre 2000, les leaders mondiaux se sont réunis au siège des Nations Unies à New York pour adopter les OMD⁴, dont font partie deux objectifs concernant l'accès universel à l'éducation primaire et l'égalité des sexes en éducation, reconnaissant ainsi le rôle crucial de l'éducation pour le développement humain.

Il est maintenant largement reconnu que le programme d'EPT et les OMD qui s'y rapportent ont abouti à des avancées considérables en matière de droit à l'éducation (84 millions d'enfants et d'adolescents en moins sont déscolarisés, dont 52 millions de filles, ce qui réduit les disparités; 12 millions d'enseignantes et enseignants supplémentaires ont été recrutés et affectés au sein de l'enseignement primaire et secondaire; et 34 millions d'enfants supplémentaires sont scolarisés grâce aux efforts intensifs du mouvement de l'EPT). Cependant, des problèmes majeurs persistent dans tous les pays et dans toutes les régions du monde. En conséquence, les Nations Unies ont entrepris de mobiliser les pays du monde entier pour définir le programme de développement après 2015. La poursuite des consultations a mené à l'adoption, en juillet 2014, de l'*Open Working Group proposal for Sustainable Development Goals* (proposition du Groupe de travail ouvert sur les objectifs du développement durable)⁵, influencée par l'Accord de Mascate⁶ issu de la Réunion mondiale sur l'Éducation pour tous qui a eu lieu à Oman en mai 2014. La proposition comprend un objectif autonome et plusieurs cibles concernant l'éducation.

3. Délégation du Canada

- Son Excellence M. Eric Walsh, ambassadeur du Canada en République de Corée, chef de la délégation;
- M. Clyde Jackman, ministre de l'Enseignement postsecondaire et des Compétences avancées, Terre-Neuve-et-Labrador, chef adjoint de la délégation;

² <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001202/120240f.pdf>.

³ <http://www.unesco.org/new/fr/education/themes/leading-the-international-agenda/education-for-all/efa-goals/>

⁴ <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>.

⁵ <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=400&nr=1579&menu=1300> (en anglais uniquement).

⁶ <http://www.uis.unesco.org/Education/Documents/muscat-agreement-2014FR.pdf>.

- M^{me} Julie Shouldice, directrice, Éducation, de la protection des enfants et de l'égalité entre les sexes, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD);
- M^{me} Dominique Levasseur, responsable principale de programme, Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO;
- M. Marcel Courchesne, analyste, International, Secrétariat du CMEC.

4. Questions de fond abordées qui sont pertinentes pour le CMEC

Au cours du WEF 2015, les ministres ont discuté des réalisations et des lacunes de la mise en œuvre du Cadre d'action de Dakar, notamment des objectifs d'EPT et des OMD liés à l'éducation pour la période allant de 2000 à 2015. Ils ont également discuté et convenu d'une position commune pour l'objectif de l'éducation, visant à fournir « une éducation inclusive et équitable de qualité » et à promouvoir « un apprentissage tout au long de la vie pour tous » pour le programme de développement pour l'après-2015, qui sera adopté lors du sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 en septembre 2015.

Les présentations effectuées ont porté sur : l'éducation en tant qu'élément fondamental de la réalisation du programme de développement durable; l'éducation en tant que droit humain; les liens entre l'éducation, les sociétés prospères et l'emploi; la nécessité d'avoir une éducation de qualité et inclusive; l'importance de l'équité des genres; l'utilisation de la technologie dans l'enseignement; et l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie.

Les conférencières et conférenciers ont noté que les efforts collectifs déployés au cours des 15 dernières années ont donné lieu à des progrès sans précédent en éducation; toutefois le programme d'EPT reste inachevé. Selon le *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous*⁷ publié en 2015, quelque 57 millions d'enfants d'âge primaire et 63 millions d'adolescentes et adolescents sont toujours non scolarisés et environ 781 millions d'adultes sont analphabètes dans le monde⁸. Un investissement de 22 milliards par an sera nécessaire afin d'assurer un accès universel à l'éducation préprimaire, primaire et de premier cycle du secondaire d'ici 2030.

Les discussions au WEF 2015 ont témoigné de la nécessité, pour les systèmes d'éducation, de cibler leurs efforts sur l'équité et l'inclusion, la qualité et les résultats de l'apprentissage, et ce, dans le contexte d'un paradigme de l'apprentissage tout au long de la vie afin de préparer les élèves d'aujourd'hui au XXI^e siècle. Bien que les compétences de base dans des domaines tels que la littératie, la numératie et la science restent fondamentales, la définition de l'apprentissage pour le XXI^e siècle fait l'objet d'une attention de plus en plus soutenue en vue

⁷ <http://fr.unesco.org/gem-report/report/2015/%C3%A9ducation-pour-tous-2000-2015-progr%C3%A8s-et-enjeux#sthash.POJevX7Y.dpbs>.

⁸ http://www.unesco.org/new/fr/media-services/single-view/news/world_education_forum_will_set_roadmap_for_global_education_until_2030/#.VczN2E3bKUK.

d'y intégrer l'acquisition d'aptitudes cognitives, sociales et affectives telles que la pensée critique, la résilience, l'empathie, la tolérance, l'adaptabilité, la responsabilité personnelle et sociale, l'intégrité et la conscience de soi.

5. Principaux messages communiqués par les personnes représentant le CMEC

Pendant la séance plénière sur le cadre d'action 2015-2030 proposé, M. Jackman a souligné l'importance de mobiliser et de rassembler les partenaires et les parties intéressées, notamment les États membres de l'UNESCO et les organisations des Nations Unies, ainsi que leurs réseaux – particulièrement les commissions nationales de l'UNESCO, le réseau du Système des écoles associées de l'UNESCO (réseau), les chaires de l'UNESCO, le Réseau mondial des réserves de biosphères du Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) de l'UNESCO et les sites de patrimoine mondial – pour réaliser les objectifs et les mesures mises de l'avant dans le cadre du forum.

M. Jackman a aussi mis l'accent sur l'importance de veiller à ce qu'un système de suivi adéquat soit en place à l'échelle internationale pour mesurer les améliorations et cerner les lacunes, de l'établissement d'indicateurs robustes mesurant le rendement des cibles convenues, sans élargir leur portée, et de tenir compte des indicateurs déjà établis par les organisations internationales.

Au cours du forum de quatre jours, M. Jackman a rencontré différentes délégations afin de promouvoir plusieurs initiatives pancanadiennes, y compris *le Cadre du CMEC pour l'apprentissage et le développement des jeunes enfants*⁹, lequel présente une vision pancanadienne pour l'apprentissage des jeunes enfants pouvant être adaptée aux besoins et aux circonstances uniques de chaque province et de chaque territoire, et potentiellement à d'autres systèmes d'éducation.

Il a aussi pris part au débat thématique intitulé « Innover grâce à la technologie : façonner l'avenir de l'éducation », au cours duquel les panélistes ont discuté de la façon dont la technologie facilitera l'apprentissage dans les matières de base et permettra aux élèves d'acquérir les compétences générales en technologies de l'information et des communications (TIC) qui sont essentielles pour la vie et l'emploi et contribuer à la société en tant que citoyennes et citoyens mondiaux responsables au XXI^e siècle.

⁹ <http://cmec.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/327/2014-07-Early-Learning-Framework-FR.pdf>.

6. Principaux résultats de la conférence

Le principal aboutissement du WEF 2015 a été l'adoption, après d'intenses négociations, de la Déclaration d'Incheon, qui s'appuie sur le mouvement de l'EPT initié en 1990 et réitéré en 2000. L'engagement de la communauté internationale envers les OMD et les objectifs d'EPT a entraîné d'importants progrès, mais plusieurs cibles n'ont toujours pas été atteintes, dont l'accès universel à l'éducation primaire. La Déclaration d'Incheon a pour but de réaliser les objectifs ambitieux des programmes relatifs à l'EPT et aux OMD.

La déclaration encourage l'ensemble des pays à offrir une éducation inclusive, équitable et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie d'ici 2030, dont notamment, la prestation d'une éducation préprimaire obligatoire et gratuite d'au moins un an¹⁰ — en les mobilisant, ainsi que leurs partenaires, pour mettre en œuvre le nouveau programme de l'éducation pour 2015-2030. La déclaration sous-tend également les cibles des ODD, qui seront également ratifiés par les États membres des Nations Unies en septembre, en affirmant que l'éducation est fondamentale à la paix dans le monde et au développement durable.

La Déclaration d'Incheon sera mise en œuvre par l'entremise du cadre d'action, une feuille de route destinée aux gouvernements et aux partenaires pour 2015-2030 qui sera adoptée en novembre 2015. Ce cadre fournira des orientations sur les cadres juridiques et politiques efficaces en matière d'éducation, fondés sur les principes de responsabilité, de transparence et de gouvernance participative¹¹. Le cadre d'action vise à mobiliser tous les pays (y compris le Canada) et les partenaires autour d'un objectif mondial ambitieux et d'un ensemble de cibles, et à proposer des façons de mettre en œuvre, de coordonner, de financer et de suivre de près l'agenda de l'éducation post-2015 – à l'échelle mondiale, régionale et nationale – afin de veiller à l'égalité de l'accès à l'éducation pour toutes et tous. La communauté internationale reconnaît également que pour être efficace, il faudra que la mise en œuvre s'accompagne d'une coordination solide et d'un suivi rigoureux de l'agenda pour l'éducation. Elle nécessitera également davantage de financement, notamment pour les pays les plus éloignés de l'objectif d'une éducation inclusive et de qualité. Il est à noter que les indicateurs relatifs aux cibles inclus dans le cadre d'action n'ont pas fait l'objet d'une discussion; l'UNESCO a annoncé que les indicateurs mondiaux et thématiques seraient élaborés ultérieurement, en consultation avec les États membres, et qu'ils seraient adoptés en juillet 2016.

¹⁰ L'éducation préprimaire n'est pas obligatoire dans tous les pays — dont notamment le Canada et la France. Ces deux pays ont réussi à négocier l'emploi de l'utilisation du terme « encourager », plutôt que « recommander », ce qui rend l'action non contraignante.

¹¹ http://www.unesco.org/new/fr/media-services/single-view/news/world_education_forum_adopts_declaration_on_the_future_of_education/#.VczLX03bKUK.

Lors de la discussion concernant la déclaration, plusieurs personnes ont insisté sur l'importance de disposer d'une stratégie contextualisée fondée sur les priorités, ressources, capacités et défis nationaux, qui devrait également être considérée dans le contexte du cadre d'action.

La Déclaration d'Incheon et le cadre d'action exhortent les gouvernements à fixer des objectifs de dépense appropriés au niveau national, et à augmenter l'Aide publique au développement à l'intention des pays à faible revenu.

7. Suivi pour le CMEC

Compte tenu de l'importance et de la portée du cadre d'action, qui influencera l'éducation dans le monde entier pendant les 15 prochaines années, il est fortement recommandé que le Secrétariat du CMEC coordonne la participation du Canada à la 38^e session de la Conférence générale de l'UNESCO en novembre 2015, au cours de laquelle le cadre sera officiellement adopté et mis en vigueur lors d'un événement extraordinaire à haut niveau.

La délégation recommande en conséquence que le Secrétariat du CMEC suive de près :

- l'adoption du programme de développement pour l'après-2015, y compris les ODD, au sommet des Nations Unies de septembre 2015. Les ODD proposés, qui remplaceront les OMD à la fin de 2015, sont composés de 17 objectifs ayant 169 cibles, dont l'objectif primordial de l'éducation consistant à veiller à « une éducation inclusive et équitable de qualité » et à promouvoir « un apprentissage tout au long de la vie pour tous »;
- l'adoption du cadre d'action lors d'une réunion ministérielle extraordinaire à haut niveau qui aura lieu en marge de la 38^e session de la Conférence générale de l'UNESCO et à laquelle participeront l'ensemble des responsables et partenaires du WEF 2015, y compris des organisations non gouvernementales et des représentantes et représentants de la société civile;
- la mise en œuvre du cadre d'action pour 2015-2030, attendue en décembre 2015.